

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

16/09/80

DB/IM

- 68020 COLMAR - 7, RUE BRUAT -

(89) 23.99.51.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

(1ère Dir. 3° Bur.)

+ analyse chambre
FL
#synthèse 059/1h →
0,259th

fond de 1/3 à 2/3

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment l'article 18 ;
- VU la demande présentée par la Société Colmarienne de Chauffage Urbain aux fins d'être autorisée à exploiter une installation de combustion d'une puissance de 10 kilothermies/heure - 7, rue Henri Wilhelm à COLMAR ;
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plan du projet ;
- CONSIDERANT que cette installation constitue un établissement soumis à autorisation visé au n° 153 bis/1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 3 593 du 6 avril 1966 et n° 18 434 du 28 août 1970 ;
- VU le rapport du 30 juin 1980 de l'Inspecteur départemental des Installations Classées ;
- VU l'avis du 11 septembre 1980 du Conseil départemental d'Hygiène

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La Société Colmarienne de Chauffage Urbain S.C.C.U. - 7, rue Henri Wilhelm à COLMAR 68000 - est autorisée à exploiter une nouvelle installation de combustion de puissance 10 Kilothermies/heure visée par la rubrique N° 153 bis/1 de la nomenclature, et est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations suivantes :

- modifié par AP 06/06/06*
- . Rubrique N° 153 bis/1 : Installation de combustion de puissance 10, 20 et 30 Kilothermies/heure
 - . Rubrique N° 253 : Dépôt de liquides inflammables : 1 420 m³ de fuel lourd (ancienne rubrique N° 255/1)
(autorisées par l'arrêté préfectoral n° 3 593 du 6 avril 1966)
 - . Rubrique N° 253 : Dépôt de liquides inflammables : 1 420 m³ de fuel lourd (ancienne rubrique N° 255/1)
(autorisée par l'arrêté préfectoral n° 18 434 du 28 août 1970)

ARTICLE 2 :

Les installations seront situées et exploitées conformément aux documents joints à la demande.

ARTICLE 3 :

Exception faite des mesures prises pour le respect des prescriptions énumérées dans le présent arrêté, tout projet de modification des plans et descriptifs annexés à la demande devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

Sont à signaler notamment en application de cet article :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumées ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc..., de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

.../...

TITRE I/ PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT :

ARTICLE 4/ PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :

4. 1. Toutes dispositions devront être prises pour éviter toute concentration dangereuse de vapeur, gaz, fumées, poussières, inflammables ou incommodantes, en quelque point de l'installation que ce soit.
4. 2. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la bonne conservation de monuments et à la beauté des sites.

4. 3. Cheminées :

Les gaz contenant des poussières fines seront épurés. Les cheminées de rejet seront conformes à la circulaire du 13 Août 1971.

Les conduits rejetant plusieurs types de polluants devront avoir la hauteur la plus forte de celles résultant des différents calculs.

4. 4. Contrôles :

L'Inspection des Installations Classées pourra imposer aux frais de l'exploitant, des contrôles de la teneur des gaz émis en polluants ou en poussières, de leur température, de leur débit et de toute caractéristique utile et de la teneur en différents polluants dans l'atmosphère au voisinage de l'atelier.

ARTICLE 5/ PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX :

5. 1. Collecte :

Les eaux usées seront collectées selon leur nature. On veillera à séparer, jusqu'au point où leur mélange ne nuit à leur épuration ou n'entraîne pas une utilisation supplémentaire d'eau :

- les eaux vannes, provenant des installations sanitaires,
- les eaux de pluie n'ayant pas ruisselé sur des zones polluées,
- les eaux industrielles non polluées, telles que les eaux de refroidissement, qui seront dans la mesure du possible recyclées.

... et le cas échéant...

.../...

5. 2. Rejet :

5.21. : Les eaux résiduaires seront traitées de façon à présenter avant rejet au réseau d'assainissement au moins les caractéristiques suivantes :

PH compris entre 5,5 et 8,5

Rapport DCO sur DBO 5 environ 2,5

Température inférieure à 30° C

Absence de composés cycliques hydroxylés ou dérivés halogènes

MES \leq 100 mg/l

Matières oxydables \leq 150 mg/l (Azote élémentaire) ou
200 mg/l (ions ammonium)

Teneur en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l

sans préjudice des caractéristiques imposées par le maître d'ouvrage du réseau.

5. 3. Contrôles :

Un dispositif aisément accessible devra permettre de procéder à des prélèvements d'eaux résiduaires et d'eaux pluviales avant rejet. Ce dispositif sera conforme aux normes en vigueur.

L'Inspection des Installations Classées pourra faire procéder à tous prélèvements qui lui paraîtraient nécessaires, et à leur analyse par un laboratoire dont le choix sera soumis à son approbation ; les frais en seront supportés par l'exploitant.

La nature et la fréquence de ces analyses seront arrêtées en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Les résultats de toutes les analyses effectuées sur les eaux résiduaires seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

5. 4. Prévention des pollutions accidentelles :

Toutes les capacités, tous les réservoirs, contenant ou destinés à contenir des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou des solutions de tels corps, seront disposés de telle façon que tout le liquide éventuellement répandu lors d'une fausse manoeuvre ou d'une rupture de récipient soit intégralement dirigé vers une capacité susceptible d'en assurer la rétention.

.../...

ARTICLE 6/ BRUIT :

6. 1. L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

6. 2. Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 19 Avril 1969).
6. 3. L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
6. 4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-joint qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Points	Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dB (A)		
			Jour	Période intermédiaire	Nuit
1	Limite de propriété avec Rue Henri Wilhelm	activités commerciales et industrielles	65	60	55
2	Limite de propriété vers Rue du Galtz	activités commerciales et industrielles	65	60	55
3	Limite de propriété vers la Rue de la 1ère Armée Française	urbaine avec ateliers	60	55	50

6. 5. L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 7/ PREVENTION DE LA POLLUTION DUE AUX DECHETS :

7. 1. D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

On distinguera notamment :

- A. Les déchets comparables aux ordures ménagères (au sens de l'article 2 du cahier des charges type pour l'entreprise de la collecte et de l'évacuation des ordures ménagères dans les villes de plus de 10 000 habitants approuvé par le décret n° 59-1081 du 31 Août 1959). Ces déchets pourront être éliminés par le service de collecte de la localité, si celle-ci dispose d'un moyen d'élimination autorisé au titre de la loi du 19 Juillet 1976.

Dans le cas contraire, ils seront confiés à une entreprise disposant d'un tel moyen d'élimination.

- B. Les déchets non générateurs de nuisance (au sens du décret du 19 Août 1977) récupérables, notamment : papiers, carbonés, plastiques, verres, métaux.

Ces déchets devront être stockés sélectivement dans l'établissement. Ils seront confiés, dans la mesure du possible, à des entreprises disposant des moyens de les recycler, les régénérer ou les réutiliser.

- C. Les déchets générateurs de nuisance, énumérés par le décret du 19 Août 1977, tels que : déchets de peintures, hydrocarbures, ou déchets contenant des produits de vidange, solvants aromatiques ou chlorés, déchets contenant de l'amiante, des métaux lourds, substances affectées du symbole T ou Z dans la liste établie en application de l'article L 231-6 du Code du Travail, etc...

Ces déchets devront être collectés et stockés dans des conditions visant à éliminer tout risque de pollution des eaux et de l'air, d'émanation d'odeurs nauséabondes, de prolifération de vermines.

Ils ne seront pas mélangés entre eux. Ils ne seront confiés qu'à des entreprises disposant des moyens de les recycler, de les régénérer, de les réutiliser ou de les détruire : centre de détoxification agréé, entreprise de régénération des huiles agréée, entreprise d'élimination disposant d'une décharge contrôlée de déchets industriels, etc...

7. 2. L'exploitant établira un registre pour les déchets de type C. Le registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les renseignements qui devront figurer dans ce document sont la nature, les quantités, les conditions de stockage, les dates d'enlèvement, le nom de la société qui effectue l'enlèvement, la destination des déchets et le mode d'élimination prévue.
7. 3. L'exploitant devra veiller à ce que l'élimination des déchets s'effectue dans de bonnes conditions. Si cette tâche est confiée à une personne ou à une société extérieure à l'entreprise, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés à des tiers.
7. 4. Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions réglementaires sur le recyclage ou la récupération de certains matériaux (huiles, etc...).
7. 5. Tout brûlage à l'air libre, toute mise en dépôt à titre définitif dans l'enceinte de l'établissement de quelque déchet que ce soit sont interdits.

7.6 - complété par AP 06/06/06

ARTICLE 8/ PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE D'EXPLOSION ET MATERIEL

ELECTRIQUE :

Toutes précautions seront prises pour éviter tout risque d'incendie ou d'explosion.

8. 1. Evaluation des risques et caractéristiques des zones :

L'exploitant évaluera sous sa responsabilité le potentiel de risque présent dans chaque bâtiment ou partie de bâtiment. Il tiendra compte notamment :

- de l'existence de matières inflammables ou combustibles,
- de la possibilité de dégagement ou d'accumulation de vapeurs, poussières, etc... explosives ou inflammables, en fonctionnement normal ou anormal des installations, compte tenu des dispositifs de ventilation mis en place,
- de l'existence de points chauds, ou de matériels produisant des étincelles.

L'exploitant délimitera les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation,
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et courte durée.

Dans les zones ainsi définies, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel utilisé dans lesdites zones.

- tout feu sera interdit dans ces zones.

Art 8 complété
par AP 06/06/06

8. 2. Protection contre l'incendie :

8.2.1. : Les bâtiments seront conçus et construits de façon à permettre de protéger chaque local d'un incendie survenant dans un local voisin, et de façon à faciliter l'intervention éventuelle des sapeurs pompiers.

8.2.2. : Les zones et les appareils où sont utilisées des matières pouvant former avec l'air des mélanges explosifs seront ventilés, de façon à ce que la teneur en produits explosifs n'atteigne jamais, en aucun point, le quart de la limite inférieure d'explosibilité.

Ces zones seront matérialisées. L'interdiction de fumer et de faire du feu y sera affichée. Les sorties seront signalées bien visiblement par des lettres blanches sur fond bleu.

8.2.3. : L'exploitant établira et tiendra à jour un plan de protection et d'intervention incendie sur lequel seront reportés :

les dispositifs de lutte contre l'incendie :

- extincteurs,
- couvertures,
- tas de sable avec pelles,
- extinction automatique,
- robinets d'incendie armés.

Ce plan sera communiqué aux Services d'Incendie et de Secours.

8.2.4. : L'exploitant établira et tiendra à jour des consignes générales de sécurité.

Elles spécifient les principes généraux de sécurité à suivre concernant :

- les modes opératoires d'exploitation,
- l'utilisation du matériel de protection collective ou individuelle et son entretien,
- les mesures à prendre en cas d'incendie ou d'accident.

Ces consignes sont tenues à la disposition du personnel.

Le personnel sera initié à la manoeuvre des moyens de secours mis à sa disposition.

8.2.5. : La protection contre l'incendie sera réalisée par la mise en place d'extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant.

En particulier il sera prévu : - près du stockage d'hydrocarbures

- . un dispositif générateur de mousse avec réserve d'émulsifiant permettant de recouvrir la surface du plus grand des réservoirs d'une épaisseur de mousse d'au moins 0,4 m,
- . le stock d'agent émulseur sera de 850 l,
- . un extincteur à grande capacité sur roues spécial pour feux d'hydrocarbures,
- . 6 extincteurs à poudre de capacité 9 Kg,
- . une réserve de sable sec avec pelle.

8.2.6. : La protection générale sera réalisée par deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm implantés à proximité et par un réseau de robinets armés de 40 mm permettant un refroidissement éventuel immédiat des parties menacées.

8. 3. Matériel électrique :

L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art, conformément à la norme française C 15-100.

8.3.1. : Elle devra satisfaire au décret n° 62-1454 du 14 Novembre 1962 et aux arrêtés et circulaires d'application subséquents, concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

8.3.2. : Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente :

Les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 Juillet 1978 et de ses textes d'application, les liaisons entre ces matériels étant réalisées conformément aux règles de l'art.

Cependant, il est admis que dans de telles installations une partie des matériels soit de type normal à condition qu'ils soient réunis dans des locaux spéciaux où le risque d'explosion est prévenu par des mesures particulières telles la suppression interne ou la dilution continue.

Dans ce cas, la construction et l'exploitation de ces locaux devront être réalisées suivant les règles de l'art.

8.3.3. : Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée :

Les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions du § 8.3.2, soit être constituées de matériels et de canalisations de bonne qualité industrielle tels qu'en service normal ils n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

8.3.4. : Dans les zones définies conformément à l'article 8.1. et s'il n'existe pas de matériels spécifiques répondant aux prescriptions de l'article 8.3.2. l'exploitant définit sous sa responsabilité les règles à respecter, compte tenu des normes en vigueur et des règles de l'art, pour prévenir les dangers pouvant exister dans ces zones.

8.3.5. : Les installations seront vérifiées au moins une fois par an un organisme habilité et les observations seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

8.3.6. : Un interrupteur général, permettant de couper le courant en cas de nécessité et après les heures de travail sera mis en place.

TITRE II/ PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

~~ARTICLE 9 INSTALLATION COMBUSTION~~
~~ARTICLE 9 INSTALLATION DE COMBUSTION~~

Puissances installées 20, 20, 30 et 10 Kilothermies/heure.

9. 1. Les installations seront exploitées conformément à l'arrêté du 20 Juin 1975 et à sa circulaire d'application relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques, sauf en ce qui concerne les vitesses d'éjection des gaz, à l'arrêté du 5 Juillet 77 relatif aux visites et examens périodiques ainsi qu'à la circulaire d'application du 16 Juin 1978.

9. 2. La cheminée d'évacuation existante de 56 m pourra être utilisée pour l'ensemble des chaudières.

Néanmoins si les conditions de dispersion s'avèreraient défavorables après la mise en service de la nouvelle chaudière de 10 Kilothermies/heure il sera exigé la construction d'une nouvelle cheminée particulière pour cette chaudière.

9. 3. La chaufferie sera constituée par des locaux dont les parois seront coupe feu de degré 2 heures, à sol incombustible et étanche, formant cuvette de rétention avec seuil de 0,1 m et à couverture incombustible coupe feu degré 2 heures munies au moins d'un exutoire de fumée à ouverture automatique et à commande manuelle.

9. 4. Les locaux devront être efficacement ventilés et être pourvus d'au moins deux portes disposées dans deux directions différentes.

Les portes donnant sur l'extérieur seront pare flamme de degré 1/2 heure.

Les chaudières seront installées sur un massif en maçonnerie d'une hauteur moins 0,1 m.

9. 5. Tous les mouvements de liquides s'effectueront à l'aide de canalisations rigides, fixes et étanches, soit par gravité soit par pompage.

9. 6. Le raccordement de ces canalisations aux brûleurs peut être réalisé par des éléments souples d'une longueur aussi courte que possible, toujours inférieure à 1,2 m. Ces éléments doivent être maintenus en bon état et exempts de suintements.

9. 7. Chaque générateur sera muni des équipements suivants :

- . Déprimomètre enregistreur.
- . Indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur.
- . Un enregistreur de température de fluide à l'entrée et à la sortie de la chaufferie.
- . Dispositif indiquant les paramètres thermiques du fluide caloporteur. Pour les générateurs de vapeur saturée : la pression dans la tuyauterie de départ de chaque générateur de vapeur saturée.
- . Dispositif indiquant :
 - soit le débit de combustible ;
 - soit le débit du fluide caloporteur ;
- . Appareil de mesure continue, directe ou indirecte, de l'indice de noircissement (enregistreur).
- . Analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en CO₂ (ou éventuellement en O₂).
- . Viscosimètre portatif pour les générateurs brûlant du fuel lourd.
- . Enregistreur de la température des gaz de combustion au débouché de la cheminée pour les générateurs brûlant du fuel lourd.

9. 8. Un appareil de mesure en continu avec enregistreur permettra de contrôler en permanence la quantité de poussières émises à l'atmosphère.

9. 9. Il existera un dispositif d'arrêt d'écoulement des hydrocarbures vers les brûleurs monté sur la canalisation d'alimentation et placé en dehors de la chaufferie.

9. 10 - chapitre charbon AP 15/03/83
ARTICLE 10/ DEPOT DE LIQUIDES INFLAMMABLES :

2 réservoirs de 1 420 m³ de P.O.L. N° 2

- 10.1. Le parc à mazout comprenant 2 réservoirs de 1 420 m³ de fuel lourd, 1 réservoir de 50 m³ de fuel léger, sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande.

Toute modification d'emplacement ou d'installation devra faire l'objet d'un accord préalable de l'autorité préfectorale.

Shedding 11T / 14000

5% white → ~ 10% on average 11 tonnes 11000

.../...

10.2. Le dépôt sera conforme aux dispositions des titres V et VI de l'arrêté du 9 Novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides.

10.3. Les réservoirs seront implantés dans une cuvette de rétention étanche d'un volume égal à la moitié de la capacité du dépôt.

10.4. Le dépôt sera clôturé suivant le plan joint à la demande.

10.5. Equipement des réservoirs et canalisations :

10.5.1. : Les réservoirs, les accessoires et les canalisations seront protégés contre la corrosion.

10.5.2. : Les réservoirs seront solidement amarrés pour résister aux effets du vent des trépidations.

10.5.3. : Un dispositif devra permettre de se rendre compte de la quantité du liquide restant dans le réservoir ; les tubes de niveau en verre, directement en charge sur le réservoir, sont interdits.

L'orifice permettant le jaugeage direct devra être fermé en dehors des opérations de jaugeage, par un obturateur étanche.

10.5.4. : Les réchauffeurs ne pourront utiliser qu'un fluide chauffant ou être constitués par un dispositif électrique maintenu constamment immergé.

10.5.5. : Les canalisations, les tampons de visite et la robinetterie devront être en acier.

10.5.6. : L'orifice de la canalisation d'emplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Si la canalisation est équipée d'un raccord fixe, ce dernier devra être d'un modèle normalisé correspondant à l'un de ceux équipant les tuyauteries flexibles d'hydrocarbures. Son diamètre intérieur devra être au moins égal à 80 mm.

Une vanne, placée près de l'orifice d'emplissage, devra empêcher le refoulement éventuel si cet orifice est placé en contrebas du sommet du réservoir ou du point haut de la canalisation.

10.5.7. : La canalisation d'emplissage ne pourra desservir plusieurs réservoirs que s'ils sont destinés à contenir la même qualité de produits pétroliers et qu'ils ont le même niveau supérieur. Dans ce cas, chaque réservoir devra pouvoir être isolé à l'aide d'une vanne.

10.5.8. : Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à celle d'emplissage et devra comporter des vannes permettant l'isolement de chaque réservoir.

10.5.9. : Tout réservoir muni d'une canalisation d'emplissage devra être équipé d'un tube d'évent fixe, d'une section au moins égale à la moitié de celle de la canalisation d'emplissage, ne comportant ni vanne ni obturateur.

Lorsqu'un réservoir ne comportera pas de canalisation d'emplissage il devra être muni d'un dispositif permettant le maintien permanent de la pression atmosphérique à l'intérieur.

ARTICLE 11 :

Cet arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux n° 3593 du 6 avril 1966 et n° 18 434 du 28 août 1970.

ARTICLE 12 :

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même Code.

ARTICLE 13 :

La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 14 :

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devrait en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 15 : L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ARTICLE 16 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 17 :

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'urbanisme, Code du Travail, Voirie, etc...).

ARTICLE 18 :

Le Secrétaire Général du Haut-Rhin, le Maire de COLMAR et les Inspecteurs des Installations Classées, des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation
Le Chef de Bureau délégué

HPoirot

Marie-Hélène POIROT

COLMAR, le 16 septembre 1980

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : Pierre JULIEN